



# INTERVENTION DU SNESUP-FSU

## PAR HERVÉ CHRISTOFOL

### AU CNESER DU 14 DÉCEMBRE 2017

Madame la ministre, mesdames messieurs de la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur de l'Insertion Professionnelle, mesdames messieurs les élu.e.s, chers et chères collègues,

Qui se préoccupe de l'accès à l'enseignement supérieur et à la réussite des étudiant.e.s ? Ni le gouvernement, ni la représentation nationale, ni le ministère, ni la DGESIP. Car après avoir voté au parlement un budget très en deçà de ce qu'aurait nécessité l'accueil de 40 000 étudiant.e.s supplémentaires en 2017 et de 40 000 étudiant.e.s de plus en 2018 au niveau de l'investissement moyen consenti par notre société pour notre DIE, voici que nous avons à nous prononcer sur cette maigre répartition.

Et là Ô surprise, si nous constatons que le GVT est partiellement compensé, que l'impact financier des titularisations Sauvadet via le CAS pension, les emplois Hollande 2017, les mesures PPCR 2017 et la compensation des droits d'inscription des étudiant.e.s bousier.ère.s sont bien pris en compte pour réévaluer la dotation globale des établissements, cette répartition n'accorde aucune dotation au titre de l'augmentation du nombre d'étudiant.e.s :

- Rien pour financer les établissements et les universités qui ont accueilli plus d'étudiant.e.s en 2015 (+35 000), 2016 (+35 000) et 2017 (+40 000) ! ;
- Rien pour permettre le dégel des postes de fonctionnaire titulaires et leur substitution par des postes de contractuel.le.s et de vacataires payé.e.s 10 € de l'heure travaillée. Cette baisse du taux d'encadrement par des titulaires (1000 emplois d'EC perdus entre 2014 et 2016 alors que 100 000 étudiant.e.s supplémentaires nous rejoignent) contribue à la dégradation des conditions de travail des personnels enseignants, administratifs et techniques. Si personne n'est irremplaçable, à l'université, personne n'est remplacé ! ;
- Rien sur la convergence visant à réduire les différences historiques de moyens humains et financiers entre établissements du service public. Les établissements les plus sous-dotés le resteront et ne pourront pas rattraper le taux d'encadrement des mieux lotis ;
- Rien sur le financement des créations d'emplois d'enseignant.e.s-chercheur.e.s nécessaire pour faire converger le taux d'encadrement des étudiant.e.s de licence vers celui des CPGE ;
- Rien sur les fonds nécessaires à la mise en place des parcours de réussite qui devraient être proposés à tou.te.s les bachelier.e.s qui n'auraient pas l'intégralité des attendus des formations ! Sinon, une promesse de dotation à répartir plus tard.

Ce budget et cette répartition révèlent les intentions réelles du gouvernement de ne pas créer de places à la hauteur de la demande et au niveau de financement nécessaire, de généraliser la sélection à toutes les formations et d'imposer aux bachelier.e.s les plus fragiles une orientation non conforme à leur souhait mais dans des formations qui ne seraient pas au maximum de leur capacité. Car sans augmentation des places dans les filières plébiscitées c'est ce qui se produira. Au parlement, certain.e.s député.e.s ont fait semblant de s'offusquer que « le dernier mot à l'étudiant » serait une concession de gauche alors qu'elle se réduit à ne pas inscrire contre son gré un.e étudiant.e dans une formation qu'il/elle n'a pas choisi. C'est une conception quelque peu restrictive de la liberté de choix de son orientation et de son projet de vie ! Les recteurs seront chargé.e.s d'orienter par l'échec pour remplir les places vacantes.

Ce budget est corseté dans une vision court-termiste permettant au budget de l'État de rester dans l'objectif des 3 % de déficit, tout en continuant à distribuer des fonds publics aux entreprises privées via le CIR le CICE, le pacte de responsabilité et les aides à l'emploi qui représentent le 1/4 du budget de l'État.

Pour cela, le gouvernement a fait le choix de sacrifier la génération 2000 en n'investissant pas dans sa formation. Les rêves et les espoirs des années 2000 qui ont conduit à cette hausse de la natalité se brisent sur le mur du président des riches. Ce jeune président n'est pas celui de la jeunesse, ni celui de l'enseignement supérieur, de la recherche, ni celui de l'avenir. C'est un budget austéritaire et une répartition conservatrice.

**Le SNESUP-FSU demande un budget rectificatif qui permette un plan d'urgence pour accueillir, encadrer et faire réussir les étudiant.e.s en licence.**

**Avec 40 000 étudiant.e.s supplémentaires cette année, financé.e.s à la hauteur de l'investissement en CPGE, c'est 10 000 emplois qui sont nécessaires et attendus par de très nombreu.ses.x docteur.e.s sans poste et candidat.e.s à l'agrégation ou au CAPES !**

**C'est un plan d'investissement immobilier ambitieux qui met nos établissements aux normes des meilleurs standards dans le cadre d'un Plan Université 2025 de 10 milliards d'euros.**

**Nous ne voterons pas cette répartition qui contribuera à augmenter les inégalités et à dégrader les conditions de travail et d'études des établissements déjà largement sous-dotés.**

Paris, le 14 décembre 2017

[Motion présentée par le SNESUP-FSU](#)

[Motion présentée par le SNCS-FSU](#)

[Motion présentée par la CGT](#)